



François ALABRUNE

Candidat français au poste de juge à la Cour internationale de justice (CIJ) en 2026

Mandat 2027-2036

Actuel Ambassadeur de France auprès du Royaume des Pays-Bas, Représentant permanent auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et des Institutions juridiques internationales à La Haye

Expérience consultative en droit international

- Jurisconsulte, directeur des affaires juridiques du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (2014-2022)
- Jurisconsulte adjoint, directeur-adjoint des affaires juridiques du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (2001-2004)
- Conseiller juridique de la mission permanente de la France auprès des Nations Unies à New York (1997-2000),
- Consultant juridique à la direction des affaires juridiques du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (1988-1992)

Préparation, au titre de ces fonctions, d'avis sur toutes les questions de droit international soulevées par la définition et la mise en œuvre de la politique étrangère, notamment dans les domaines suivants : droit international général, droit des organisations internationales, en particulier des Nations Unies, droit des traités, droit des relations diplomatiques et consulaires, droits de l'Homme, droit international humanitaire, droit des espaces, en particulier droit de la mer, droit de l'environnement.

Représentation de la France dans les débats de la 6^{ème} Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, en particulier sur les rapports de la Commission du droit international, devant le Comité des droits de l'Homme des Nations Unies, dans les débats du Comité du Conseil de l'Europe sur le droit international (CAHDI), au sein du groupe du Conseil de l'Union européenne sur le droit international (COJUR), et lors de consultations multilatérales et bilatérales.

Expérience liée à l'activité contentieuse

- Cour internationale de Justice :

Agent dans l'affaire *Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)* (2016-2020)

Co-agent dans l'affaire pendante *Allégations de génocide au titre de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Ukraine c. Fédération de Russie)* (2022-)

Co-agent dans l'affaire pendante *Demande concernant la restitution de biens confisqués dans le cadre de procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)* (2022-)

Co-agent dans l'affaire pendante *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar)* (2023-)

- Cour européenne des droits de l'Homme :

Agent de la France dans un grand nombre d'affaires entre 2001 et 2022, en particulier par une intervention dans la phase orale dans les affaires *Odièvre c. France* (2003), *VO c. France* (2004), *Lambert c. France* (2015), *Hanan c. Allemagne* (2016), *Meguimi c. France* (2019), *HF et autres c. France* (2022)

- Cour de justice de l'Union européenne :

Agent de la France dans un grand nombre d'affaires entre 2001 et 2022, en particulier par une intervention dans la phase orale dans les affaires *National Farmers' Union* (2002), *CaixaBank* (2004), *Gauweiler* (2015), *Conseil -Front Polisario* (2016), *Quadrature du Net* (2020)

- Tribunal international du droit de la mer :

Agent de la France dans l'affaire du *Grand Prince* (Belize c. France 2001)

- Arbitrages :

Conseiller de la France dans l'affaire de la *délimitation des espaces maritimes entre le Canada et la France* (1992)

Conseiller de la France dans l'arbitrage *Nouvelle-Zélande contre France* (1990)

Agent de la France dans des arbitrages Etats-investisseurs : affaires *Erbil Serter c. France* (2014-2015) et *KN Holding LLC and Severgroup LLC c. France* (2020-2022)

Membre de la Cour permanente d'arbitrage (CPA) de 2016 à juin 2024, et Président du groupe de travail spécial constitué à l'occasion du 125^{ème} anniversaire de la CPA

- Cour pénale internationale :

Responsable pour la France de la coopération avec la Cour pénale internationale (CPI) entre 2014 et 2022 ; Co-facilitateur de l'Assemblée des Etats Parties pour la coopération avec la CPI depuis 2022.

Expérience de la négociation juridique internationale

- Négociations multilatérales :

Participation à la négociation de très nombreux textes de résolutions, décisions et déclarations d'Organisations internationales, en tant que :

- Ambassadeur, Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et chef de la délégation à l'Assemblée des Etats Parties au Statut de la CPI depuis 2022
- Chef de la délégation française auprès de la Commission centrale pour la navigation sur le Rhin de 2014 à 2022
- Ambassadeur, Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation pour la sécurité et la Coopération en Europe de 2009 à 2013
- Conseiller à la Mission permanente de la France auprès des Nations Unies (Conseil de sécurité et Assemblée générale) de 1996 à 2000, Conseiller juridique à partir de 1997
- Conseiller à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne de 1992 à 1996.

Participation à la négociation de nombreux traités et accords multilatéraux, tels que :

- Le Statut de la Cour pénale internationale (entre 1997 et 1998, en tant que chef de délégation au comité préparatoire, puis membre du comité de rédaction de la Conférence de Rome)
- Les Conventions des Nations Unies contre le financement du terrorisme et les attentats terroristes à l'explosif (entre 1997 et 2000 comme chef de délégation à la 6^{ème} Commission et au groupe de travail sur le terrorisme)
- La Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'usage des armes chimiques et sur leur destruction (1993)
- Les Accords de Paris sur le Cambodge (1991)

- Négociations bilatérales :

Chef de délégation pour la négociation de nombreux accords bilatéraux entre la France et d'autres Etats, notamment, dans le domaine maritime :

- Avec le Canada (au large de Saint-Pierre-et-Miquelon : Accord sur l'exploration et l'exploitation des champs d'hydrocarbures transfrontaliers, signé en 2005 et Accord sur la pêche, en tant qu'adjoint au Chef de délégation en 1989)
- Avec les Pays-Bas (Accord sur la délimitation des espaces maritimes au large de Saint-Martin – Saint-Maarten en 2016)
- Avec Madagascar (Accord sur la délimitation des espaces maritimes entre Madagascar et la Réunion, signé en 2005).

Expérience diplomatique bilatérale en tant qu'Ambassadeur auprès du Royaume des Pays-Bas depuis 2022 et Consul général à Québec de 2004 à 2009.

Publications

« Law of the United Nations », in *International Law for Diplomats*, La Haye, Brill | Nijhoff, à paraître.

« L'évolution de la complémentarité, du Statut de Rome à aujourd'hui », in A. Becquart (dir.), *La clé d'un système global de lutte contre l'impunité des crimes internationaux : le principe de complémentarité*, Paris, Pedone, 2024, pp. 37-40.

« Le nombre et le choix des juges », in J.-M. Thouvenin et J. Joly-Hébert (dirs.), *La Cour internationale de Justice à 75 ans*, Paris, Pedone, 2023, pp. 13-22.

« Préface », in G. de Lacharrière, *La politique juridique extérieure de la France*, Bruxelles, Bruylant, 2023, pp. I-XLVIII.

« Les conditions d'établissement du domaine maritime français », in A. Miron et D.-S. Robin (dirs.), *Atlas des espaces maritimes de la France*, Paris, Pedone, 2022, pp. 45-56.

« The International Law Commission and the Sixth Committee of the UNGA », in *Seventy years of the International Law Commission*, Leiden, Brill | Nijhoff, 2020, pp 51-57.

« Le rôle du juge pendant l'état d'urgence », in H. Paulia et al. (dirs.), *Justice et Etat de droit - Regard sur l'Etat d'urgence en France et à l'étranger, Entretiens d'Aguesseau*, Limoges, Pulim, 2019.

« La compétence de la Cour pénale internationale sur le crime d'agression », in J. Fernandez, X. Pacreau et M. Ubéda-Saillard (dirs.), *Statut de Rome de la Cour pénale internationale, commentaire article par article*, Paris, Pedone, 2019 pp. 391-406.

« Les frontières de la France » *Pouvoirs*, n° 165, 2018, pp. 51-64.

« Le regard de l'agent sur le Tribunal international du droit de la mer. Témoignage à la lumière de l'affaire du « *Grand Prince* » », in G. Le Floch (dir.), *Les 20 ans du Tribunal International du Droit de la Mer*, Paris, Pedone, 2018, pp. 377-382.

« La politique juridique extérieure de la France », in G. Guillaume (dir.), *La vie internationale et le droit*, Paris, Hermann, 2017, pp. 147-164.

« Assemblée générale des Nations Unies » in H. Ascensio et al. (dirs.), *Dictionnaire des idées reçues en droit international*, Paris, Pedone, 2017 pp. 43-47.

« Fondements juridiques de l'intervention française contre Daech en Irak et en Syrie », *Revue générale de droit international public*, vol. 120, n° 1, 2016, pp. 41-50.

« L'entreprise face aux effets extraterritoriaux du droit », in Club des juristes (dir.), *Peut-on réformer la France ?*, Paris, Club des juristes, 2015, pp. 93-97.

« L'OSCE, cadre flexible pour la grande Europe », *Revue des anciens élèves de l'ENA/INSP*, 2013.

G. Vinet, « L'OSCE, la patience stratégique – Entretien avec François Alabrune, Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) », *Revue de la Défense nationale*, 2013.

« Le statut du Québec : aperçu historique », in *Mélanges en l'honneur de Jean-Pierre Puissechet, L'Etat souverain dans le monde d'aujourd'hui*, Paris, Pedone, 2008, pp. 3-13.

« Les méthodes possibles de délimitation maritime », in *Le processus de délimitation maritime : étude d'un cas fictif, Colloque international, Monaco, 27-29 mars 2003*, Paris, Pedone, 2003, pp. 286-302.

« La pratique des comités de sanctions du Conseil de sécurité depuis 1990 », *Annuaire français de droit international*, vol. 45, 1999, pp. 226-279.

Activités d'enseignement

- Cours de droit international public à l'Institut d'études politiques de Paris, 2001-2004
- Cours de droit international public à l'Université Paris Dauphine, 1988-1992

Formation

- École nationale d'administration, promotion Michel de Montaigne (1986-1988)
- Institut d'études politiques de Paris (1982-1984)
- Licence en droit de l'Université de Limoges en 1982

Participations diverses

- Membre de la Société française de droit international depuis 2001 et membre de son Conseil d'administration de 2014 à 2022
- Membre de l'Association de droit international / International Law association depuis 2014
- Membre du Conseil d'orientation stratégique de l'École européenne de droit de Toulouse depuis 2019
- « Champion international de l'égalité des genres » (membre du réseau *International Gender Champions*) depuis 2022

Décorations

- Chevalier de la Légion d'honneur
- Officier de l'Ordre national du Mérite
- Officier de l'Ordre national du Québec
- Grand-Croix de l'Ordre d'Orange-Nassau (Pays-Bas)

Langues

Aptitude à travailler dans les deux langues de la Cour internationale de Justice : français (langue maternelle) et anglais (courant).

Connaissance de l'allemand (intermédiaire) et du néerlandais (élémentaire).

Né le 12 janvier 1962 à Halifax (Canada), nationalité française